

Duygu Tasalp

Cent ans de négation

Les régimes mémoriels en Turquie,
de l'unionisme à l'islamisme



KARTHALA

Cent ans ont passé depuis la fondation de la République de Turquie. Les différents partis politiques qui se sont succédé au pouvoir, au rythme des élections et des coups d'État, ont imposé leurs politiques mémorielles. Dans le même temps, on a assisté à la publication quasi ininterrompue de mémoires des chefs du Comité Union et Progrès qui prirent le pouvoir dans l'Empire ottoman à la veille du Premier conflit mondial et furent les principaux responsables du génocide des Arméniens. Aujourd'hui, plus que jamais, ces livres constituent des succès de librairie, et leurs auteurs sont largement considérés en Turquie comme des héros, pères fondateurs de la nation.

Duygu Tasalp propose de considérer ces ouvrages comme supports de la construction d'une mémoire publique en Turquie. La mise en contexte des différentes vagues de publications au cours du XX^e siècle, associée à une analyse de discours, permet de repérer trois tournants – dans les années 1920, 1940 et 1990 – correspondant à l'avènement de trois grands régimes mémoriels : kémaliste, inönüiste et, enfin, islamiste, qui se succèdent et se superposent. Le rôle fondamental des mémoires d'unionistes dans l'élaboration du discours officiel sur le passé témoigne de la force et de la persistance du négationnisme au fil des décennies.

Au-delà de la Turquie, ce livre apporte une réflexion de sciences sociales sur les notions de secret et de mensonge, comme sur les effets durables des violences exterminatrices sur leurs auteurs et leurs descendants.

Historienne de la Turquie contemporaine, Duygu Tasalp est docteure de l'INALCO et chargée de recherche FRS/FNRS à l'Université catholique de Louvain.



CENT ANS DE NÉGATION

Ouvrage publié avec le soutien
de l'École des hautes études en sciences sociales et du CETOBaC

KARTHALA sur internet :
www.karthala.com
(paiement sécurisé)

Couverture : Mémoires d'unionistes.

© Éditions Karthala, 2024
ISBN : 978-2-38409-027-3

Duygu Tasalp

Cent ans de négation

**Les régimes mémoriels en Turquie,
de l'unionisme à l'islamisme**

**Éditions Karthala
22-24, boulevard Arago
75013 Paris**

Turquie, Balkans, Asie centrale au prisme des sciences sociales

Meydan

Meydan est une collection pluridisciplinaire du CETOBaC (Centre d'études turques, ottomanes, balkaniques et centrasiatiques, CNRS-EHESS-Collège de France), dirigée par Nathalie Clayer.

Elle accueille des études résultant de recherches originales sur les sociétés contemporaines d'une vaste aire géographique s'étendant des Balkans à l'Asie centrale, en passant par la Turquie. Elle entend apporter des éclairages sur les transformations politiques et sociales qui se sont produites dans ces régions depuis le XIX^e siècle, en privilégiant les approches décentrées et des analyses en termes d'acteurs. La collection entend articuler ancrage empirique et contribution critique aux débats actuels en sciences sociales.

Membres du comité scientifique :

Marc Aymes
Xavier Bougarel
Stéphane Dudoignon
Benoît Fliche
Élise Massicard
Emmanuel Szurek

Remerciements

Je veux remercier ma directrice de thèse, Taline Ter Minassian, pour sa confiance et pour l'attention particulière qu'elle a portée à mon travail depuis notre rencontre en 2011, et mon directeur de thèse Hamit Bozarslan, de m'avoir éclairée de ses conseils et guidée dans ma réflexion. J'adresse mon immense reconnaissance à Nathalie Clayer, François Georgeon et Emmanuel Szurek, pour avoir suivi l'avancement de mes travaux, et pour leur relecture minutieuse du manuscrit de ce livre. Je remercie également Hélène Morlier pour son patient travail qui a permis l'achèvement de celui-ci. Le Centre de Recherche Europe Eurasie (CREE-INALCO) et le Centre d'Études Turques Ottomanes et Balkaniques (CETOBaC) m'ont offert un environnement de travail idéal et je leur adresse mes remerciements, ainsi qu'à la Fondation Martine Aublet (Musée du quai Branly), de m'avoir accordé une bourse doctorale en 2013. Merci enfin, à toute l'équipe de la revue des *Études Arméniennes Contemporaines*, en particulier à Boris Adjemian, d'avoir accepté de publier un article tiré de cette thèse. Parmi toutes les rencontres faites durant la réalisation de cette thèse, Anahide Ter Minassian, au tout début, et Étienne Copeaux, à la toute fin, furent les plus déterminantes. Mes pensées vont vers eux. Merci à Charlotte Watelet, Adnan Çelik, Hamza Esmili, Nazlı Temir. Nos discussions passionnées ont nourri ce livre. Merci à tous·tes mes ami·e·s, ma famille et ma belle-famille. Enfin, je dédie ce premier livre à celui qui m'a soutenue jusqu'au bout, Marko Tocilovac, et à mes fils Milan et Cem, sans qui rien de tout cela n'aurait de sens.

Note sur la transcription des mots turcs, des noms de lieux et de personnes

c se prononce dj (comme adjacent)
ç se prononce tch (comme Tchaïkovski)
h est toujours aspiré
ı (i sans point) : sa prononciation est entre e et i
ö se prononce eu (comme fleur)
s se prononce s (même entre deux voyelles)
ş se prononce ch (comme chat)
u se prononce ou (comme doux)
ü se prononce u (comme mûre)

Certains lieux dans les Balkans ont changé de nom quand ils ont été perdus par l'Empire ottoman, à la suite des guerres balkaniques. Le nom utilisé est toujours le nom correspondant à la période évoquée (le nom actuel, s'il est différent, est précisé entre parenthèses ou en note de bas de page).

Certains noms de lieux en Anatolie ont changé au cours de la période républicaine (ainsi Diyarbekir est devenu Diyarbakır). La forme choisie est la forme correspondant à la période évoquée.

Certains mots turcs n'ont pas d'équivalent en français, ils ont donc été laissés en turc. Une traduction est donnée en note à la première occurrence, ainsi que dans le glossaire situé en fin d'ouvrage.

Les auteurs des mémoires constituant le corpus sont présentés dans des notices biographiques en annexe, de même que les autres personnages importants mentionnés au fil des pages. La Turquie adopta une réforme de l'état civil dotant chaque citoyen d'un nom de famille en 1934. Pour les périodes antérieures, afin d'identifier le personnage, ce nom de famille est indiqué entre parenthèses, à l'exemple de Musa Kâzım (Karabekir). Plusieurs des protagonistes étant morts avant cette réforme, ils peuvent apparaître dans l'annexe dans l'ordre alphabétique de leur second prénom (Enver pour İsmail Enver, Talât pour Mehmed Talât) lorsqu'il s'agit du nom par lequel ils étaient généralement appelés.

Sigles et abréviations

AKP	<i>Adalet ve Kalkınma Partisi</i> : Parti de la justice et du développement. Issu en 2001 d'une scission du parti islamiste <i>Fazilet Partisi</i> (Parti de la vertu) de Necmettin Erbakan, dissous par la Cour constitutionnelle. Il remporte les élections législatives successives de 2002, 2007, 2011, 2015 (juin et novembre). Politiquement conservateur, économiquement libéral, il est dominé par la figure de son président, Recep Tayyip Erdoğan, Premier ministre de 2003 à 2014, président de la République depuis 2014.
AP	<i>Adalet Partisi</i> : Parti de la justice. Parti de droite conservatrice qui fut l'un des deux partis forts des années 1960 et 1970, et qui forma notamment des coalitions avec l'extrême-droite et le Parti islamiste dans les années 1970. Dominé par la personnalité de Süleyman Demirel, puis par Tansu Çiller.
ASALA	Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie. Groupe d'inspiration marxiste-léniniste issu de la diaspora arménienne et surtout actif de 1975 à 1984; ses objectifs étaient de forcer le gouvernement turc à reconnaître le génocide des Arméniens de 1915 et d'unifier les territoires peuplés d'Arméniens. 84 attentats et 46 assassinats lui sont attribués, en particulier contre des cibles turques en Turquie et à l'étranger.
CHP	<i>Cumhuriyet Halk Fırkası/Partisi</i> : Parti républicain du peuple. Parti de Mustafa Kemal fondé en 1923, parti unique jusqu'en 1946 (mis à part une tentative de pluralisme contrôlé qui échoua en 1924). Dirigé, après la mort de Mustafa Kemal (1938) par İsmet İnönü, puis par Bülent Ecevit.
CNS	Conseil national de sécurité : <i>Milli Güvenlik Kurulu</i> . Organe rassemblant les plus hautes autorités civiles et militaires de l'État, hérité du coup d'État de 1960, fondé officiellement en 1962, et qui, de fait, contrôle le gouvernement intérieur et extérieur au moins jusqu'à la fin des années 1980. Dominé par les militaires jusqu'en 2004, il passe progressivement sous le contrôle des civils par la suite.

CUP	Comité Union et Progrès : <i>İttihad ve Terakki Cemiyeti</i> , souvent abrégé en « Le comité » (<i>Cemiyet</i>) ou « L'Union » <i>İttihad</i> . Fondé en 1889 au sein de l'Académie militaire de médecine, regroupe rapidement plusieurs autres groupes d'opposition. Passe ensuite sous le contrôle des médecins militaires en exil à Paris, puis des officiers qui avaient fondé à Salonique le Comité ottoman de la liberté (<i>Osmanlı Hürriyet Cemiyeti</i> , 1906). Accède au pouvoir en 1908, mais surtout en 1913, date à partir de laquelle il constitue le parti unique. Son règne est marqué par l'entrée dans la Première Guerre mondiale et le génocide des Arméniens. Se dissout après la guerre.
<i>Dachnak</i> <i>Dachnaksoutyun</i>	Fédération révolutionnaire arménienne. Fondée en 1890 à Tbilissi, mène une double lutte révolutionnaire contre l'Empire russe et l'Empire ottoman. Joue un rôle central dans la résistance arménienne sous Abdülhamid II. Constitue le premier gouvernement de l'Arménie indépendante en 1919.
DP	<i>Demokrat Parti</i> : Parti démocrate. Fondé en 1946 par quatre anciens membres du CHP, dont Celal Bayar et Adnan Menderes. Au pouvoir de 1950 à 1960 (la « décennie démocrate »), jusqu'au coup d'État du 27 mai 1960. Suite à ce coup, le Premier ministre Menderes est pendu, ainsi que deux ministres de son gouvernement.
<i>Hintchak</i> <i>Hintchaksoutyun</i>	Parti social-démocrate arménien. Fondé en 1887, lutte pour l'indépendance de l'Arménien. L'un des principaux acteurs de la résistance arménienne en 1894-96 et en 1915.
MHP	<i>Milliyetçi Hareket Partisi</i> : Parti de l'action nationaliste. Fondé en 1969 par le colonel Alparslan Türkeş. Principal parti d'extrême-droite ultra-nationaliste depuis cette date.
OS	Organisation Spéciale : <i>Teşkilât-ı Mahsusa</i> . Émanation clandestine du comité Union et Progrès. Il en aurait existé deux groupes, l'un dépendant de Talât Pacha, l'autre d'Enver Pacha et du ministère de la Guerre. Cette OS, fondée probablement dès 1911, et formée de dizaines de milliers de soldats sans grade et de bandes de criminels de droit commun, a joué un rôle parallèle à l'armée ottomane au cours de la Première Guerre mondiale, notamment dans l'extermination des Arméniens.
RP	<i>Refah Partisi</i> : Parti de la prospérité. Troisième parti de l'islamiste Necmettin Erbakan. Fondé en 1983, il

	remporte les élections municipales à Istanbul et Ankara, et forme un gouvernement en 1996-1997. Dissous par la Cour constitutionnelle en 1998.
TCF	<i>Terakkiperver Cumhuriyet Fırkası</i> : Parti progressiste républicain. Fondé par Kâzım Karabekir et certains anciens compagnons militaires de Mustafa Kemal, interdit en 1925.
YÖK	<i>Yüksek Öğretim Kurulu</i> : Conseil de l'enseignement supérieur.

Introduction

« [...] tout ce qui y était écrit demeurerait depuis toujours et resterait à jamais irrépétible, car aux lignées condamnées à cent ans de solitude, il n'était pas donné sur terre de seconde chance. »

Gabriel Garcia Marquez, *Cent ans de solitude* (1967)

Les principaux chefs du comité Union et Progrès (CUP, *İttihat ve Terakki Cemiyeti*), qui ont de manière officielle ou souterraine dirigé l'État ottoman de 1908 à 1918, ont fui en Europe à la fin de la Première Guerre mondiale et ont été assassinés en exil quelques mois plus tard, entre 1921 et 1922. Ce fut le cas notamment des trois hommes les plus puissants de la période dite « constitutionnelle », Talât Pacha, Cemal Pacha et Enver Pacha¹. D'autres responsables unionistes, la plupart, comme Halil (Menteşe), Mithat Şükrü (Bleda), Hüseyin Cahit (Yalçın), avaient été placés en détention sur l'île de Malte par l'occupant britannique dans l'attente de leur jugement. Après leur libération (1921), ils sont revenus en Anatolie où une lutte armée engagée par les officiers turcs nationalistes contre l'armée grecque et la résistance arménienne, au lendemain de la Première Guerre mondiale, a donné naissance à la Turquie. À l'issue des procès de la « conspiration d'Izmir » à l'été 1926, dix-sept anciens chefs unionistes accusés d'avoir comploté l'assassinat de Mustafa Kemal, dont le Dr. Nâzım et Cavid Bey, ancien ministre des Finances, furent condamnés à mort et immédiatement pendus. Ceux qui échappèrent à l'échafaud vécurent jusqu'à leur vieil âge et pour certains dominèrent même la scène politique turque jusqu'à la fin des années 1950. Mustafa Kemal, premier président de la République de Turquie, et son Premier ministre et successeur, İsmet İnönü, étaient tous deux d'anciens unionistes, c'est-à-dire membres du CUP. Le « dernier unioniste » connu comme tel, Celâl Bayar, qui fut Premier ministre sous Mustafa Kemal et le troisième président de la République (1950-1960), est mort en 1986, à l'âge de 103 ans.

Tous ont écrit des mémoires. Même le Dr. Reşid qui se suicida en 1919 quand il fut retrouvé par la police alors qu'il tentait de s'évader de prison, en avait eu le temps. Si certains (Talât, Cemal, Reşid) ont écrit immédiate-

1. *Paşa* (Pacha) : titre conféré aux gradés civils et militaires les plus élevés (généraux). Pour les biographies des noms cités ici, se reporter à la galerie de portraits située à la fin de l'ouvrage.

ment après la fin du conflit, d'autres – la grande majorité – l'ont fait plus tard, généralement peu de temps avant de mourir d'une mort naturelle, entre les années 1940 et la fin des années 1960 pour les plus jeunes. Les « mémoires d'unionistes » constituent en Turquie un phénomène littéraire sans précédent. On en compte près d'une centaine, qui ne représentent que la pointe émergée de l'iceberg, puisqu'il n'est possible de parler que des mémoires publiés. Mais chaque année de nouvelles éditions de ces écrits font leur apparition dans les vitrines des librairies et régulièrement des rumeurs courent dans les milieux historiens turcs sur tel manuscrit des mémoires d'un chef unioniste qui serait entre les mains de tel journaliste ou écrivain, et sur sa publication prochaine. Des mémoires d'unionistes sont publiés tous les ans en Turquie, depuis un siècle. La répétition ininterrompue de ces publications aux titres et contenus similaires laisse deviner que quelque chose de grave s'est passé il y a cent ans, qui a figé les attitudes et les discours dans un mouvement qui semble perpétuel.

Depuis le début des années 2000, plus que jamais, on observe un phénomène d'intensification médiatique autour des mémoires d'unionistes. Les nombreuses publications de mémoires de personnalités du comité Union et Progrès, par de grandes maisons d'édition, sont accompagnées d'une intense publicité, dans la presse mais aussi à la télévision. Tandis que les médias turcs affichent un intérêt quasi obsessionnel à l'égard de la question de la reconnaissance du génocide des Arméniens, les auteurs de ces mémoires sont présentés comme des héros de la nation qui n'ont pas dit leur dernier mot, et des petits-enfants d'unionistes (parfois auto-proclamés) sont invités à des émissions télévisées et font la une des tabloïds. Le mélange de sensationnalisme et de nationalisme assure le succès éditorial. Certains de ces livres en sont à leur onzième réédition, comme les mémoires de Talât Pacha (réédité quasiment chaque année depuis 2000 par *İş Bankası Kültür Yayınları*), tandis que d'autres sont édités simultanément par plusieurs maisons, comme les mémoires de Cemal Pacha, parus sous deux titres différents, en 2016, aux éditions *İş Bankası Kültür Yayınları* et *Parola Yayınları*.

Dans le même temps, sur le plan de la recherche scientifique, les mémoires, en particulier les mémoires d'unionistes, font l'objet d'un intérêt accru en Turquie, comme le révèlent les titres et résumés des travaux de master et de doctorat réalisés ces dernières années, recensés sur le site du conseil de l'Enseignement supérieur (*Yüksek Öğretim Kurulu*). La plupart de ces travaux proposent une approche exclusivement littéraire dénuée de tout effort d'historicisation et de toute analyse critique. Les mémoires d'unionistes y sont utilisés comme des récits vrais, qui seraient les reflets indéniables de l'univers mental et idéologique de l'époque. Les discours ne sont jamais mis en doute. Les unionistes sont présentés comme les voix de la vérité historique et comme les plus légitimes à parler d'une histoire qu'ils ont vécue. Ce qui est plus grave, peut-être, est que les auteurs, souvent jeunes, de ces thèses ne cachent pas (ou mal) leur admiration pour

les unionistes. Ils n'évoquent à aucun moment l'œuvre politique et guerrière des auteurs, leur rôle dans les tueries de masse perpétrées contre les populations non-musulmanes de l'Empire au cours de la Première Guerre mondiale. Ils ne précisent nulle part que les cours martiales instituées à Istanbul (1919-1920) ont mis en évidence la responsabilité des unionistes, du comité Union et Progrès en tant que personne morale, dans les crimes de guerre, les massacres de populations civiles, en particulier les tueries des Arméniens de l'Empire ottoman. Ils exposent, sans le questionner, l'argumentaire des auteurs de ces crimes en reprenant les formes métaphoriques et euphémistiques qu'ils emploient dans leurs écrits : les Arméniens étaient « une pièce du puzzle ottoman », mais qui n'entrait pas dans la nouvelle configuration de la nation imaginée par les unionistes. Ces travaux de master et de doctorat sont significatifs d'un immobilisme de la recherche, et plus généralement de la pensée, sur le génocide des Arméniens en Turquie.

Les intellectuels de Turquie qui portent un regard critique sur l'histoire de cette période, comme Hülya Adak, Taner Akçam, Murat Belge, Halil Berktaş, Fuat Dündar, Fatma Müge Göçek, Ahmet İnsel, Ümit Kurt, Füsün Üstel (et bien d'autres encore) ont pour point commun d'avoir passé une grande partie de leur formation et de leur parcours professionnel à l'étranger, dans des universités européennes ou américaines. Il semble qu'il soit nécessaire de sortir des frontières de la Turquie pour pouvoir interroger l'histoire de ce pays. De fait, comme ce fut le cas en France pour l'histoire du régime de Vichy, c'est grâce à des chercheurs extérieurs (du moins, qui l'ont été un temps) à l'académisme et aux institutions historiennes turques que l'histoire a évolué et évolue sur ce champ, et en particulier sur la période unioniste.

Fatma Müge Göçek, professeure à l'université de Michigan, a utilisé dans le cadre de ses travaux récents un grand nombre de mémoires d'unionistes et de personnes proches du mouvement unioniste sans être forcément membres du comité Union et Progrès, mais aussi des mémoires d'opposants au CUP, ainsi que des mémoires de personnalités politiques de la génération suivante, kémalistes, ou encore d'acteurs du mouvement kurde. Plus que la diversité et l'abondance de ses sources, c'est l'approche critique de l'historienne, sa méthodologie sociologique, sa réflexion sur la violence et la négation, qui ont confirmé la légitimité et la pertinence de son corpus. Fatma Müge Göçek a ainsi engagé une relecture de l'histoire politique de la fin de l'Empire ottoman et de la Turquie contemporaine, une « généalogie de la violence » faisant remonter les racines de celle-ci à la période unioniste².

Taner Akçam, Hamit Bozarslan, Fuat Dündar et Hans-Lukas Kieser³ ont eux aussi pour point commun d'employer les mémoires des protagonistes de l'histoire qu'ils écrivent, sans jamais négliger de les mettre à l'épreuve

2. Göçek, *Denial of Violence*.

3. Une partie de leurs travaux figurent dans la bibliographie.

de l'analyse, de les confronter les uns aux autres comme à d'autres types de sources, archives d'État, archives « étrangères », collections documentaires publiées, presse. Leurs travaux ont éclairé des pans longtemps restés dans l'ombre de l'histoire des unionistes et du comité Union et Progrès, de ses membres, de leur pensée et de leurs pratiques politiques, en particulier les fondements idéologiques et organisationnels de la destruction humaine à laquelle les unionistes se sont employés au cours de la Première Guerre mondiale.

Pourtant, des zones d'ombre subsistent, qui demeurent celles sur lesquelles Erik-Jan Zürcher attirait l'attention dans *The Unionist Factor*⁴, l'historien concluant que l'histoire des unionistes restait à faire. La structure interne du comité Union et Progrès, son fonctionnement « en pratique », ses sources de financement, le fonctionnement précis de ses branches provinciales, leurs rapports avec les gouvernements locaux et avec le comité central, l'importance des réseaux informels (notamment les liens de parenté) reliant les chefs du comité et, paradoxalement, malgré la profusion de mémoires et de biographies, les vies et trajectoires individuelles de ces hommes avant 1908 sont encore peu connues.

La difficulté d'éclairer davantage le phénomène unioniste s'explique précisément par le fait que le comité Union et Progrès était une société secrète et qui l'est restée jusqu'à la fin. Thierry Zarcone parle même, pour la période unioniste (1913-1918), d'« État maçonnique »⁵. Au-delà de l'inspiration maçonnique des origines du CUP, la pratique du secret a surtout été dictée par la nature criminelle de ses actions, dès 1908, et surtout après le coup d'État par lequel il accède au pouvoir en janvier 1913. La violence du comité s'exerce après cette date de manière occulte, par l'intermédiaire d'un groupe d'assassins anonymes (dénommés *fedai*⁶) chargés par le comité Central du CUP (*Merkez-i Umumi*) de tuer des opposants politiques, des journalistes et des intellectuels dissidents. La violence atteint son paroxysme en plein cœur de la guerre mondiale, avec l'application d'un programme de nettoyage ethnique qui se traduit par des déportations et des massacres de populations non-musulmanes de tout l'Empire, et dont le génocide des Arméniens constitue le point culminant. L'usage du secret est plus que jamais en vigueur au cours de ces événements et se traduit par la mobilisation d'organisations paramilitaires secrètes sur le front comme à l'arrière, un système de communication par canaux doubles, officiels et officieux, par télégrammes chiffrés. Plus difficile à déchiffrer peut-être est le langage ambigu, jamais totalement explicite, employé dans les ordres envoyés aux fonctionnaires locaux. La destruction des archives du comité, de l'Organisation spéciale (OS, *Teşkilât-ı Mahsusa*) au lendemain de la guerre, a achevé de transformer la période unioniste en un immense trou

4. Zürcher, *The Unionist Factor*, p. 47.

5. Zarcone, *Secret et sociétés secrètes en islam*, p. 12.

6. Littéralement, « celui qui se sacrifie », terme qui, à la fin de la période ottomane, désigne les conspirateurs arméniens contre le sultan, puis plus généralement les guérilleros.

noir. C'est bien ce trou noir, dont Guillaume Perrier et Laure Marchand parlent dans *Le Fantôme du génocide arménien*⁷, qui aspire et absorbe toute connaissance, toute information, toute curiosité même, sur cette période de l'histoire.

Genèse de l'étude

Dès le début de mes recherches, j'ai eu l'intuition que les mémoires d'unionistes étaient la conséquence des crimes commis par leurs auteurs, plus particulièrement qu'ils étaient directement issus de leur responsabilité dans le génocide des Arméniens de 1915-1916. C'était le mensonge qui suivait la violence. L'importance du phénomène littéraire que représentent ces centaines de livres de mémoires était, à mes yeux, significative de l'ampleur du crime. Cette hypothèse semblait se confirmer au fur et à mesure que je les lisais, je m'employais avant tout à mettre en évidence des stratégies narratives communes de déresponsabilisation et à caractériser ainsi un « discours du génocidaire ».

Qu'avais-je l'intention de faire ? Leur faire porter cette responsabilité qu'ils avaient refusé d'assumer ? Sous des apparences de critique objective, je visais en effet à une condamnation. Or, mon doigt accusateur formait une ombre sur les documents que j'avais sous les yeux. J'avais perdu de vue le fait que ceux-ci ne constituaient ni des pièces à conviction ni des sources mais *l'objet* même de mon étude. En ne m'intéressant qu'aux similarités des argumentaires, je négligeais les différences et les évolutions. Mon autre erreur a été d'essayer de reconstituer l'histoire du CUP et de cette période à travers les mémoires et, ce qui est plus grave, d'essayer de relever tout ce qui était faux, tout ce qui était mensonger dans le récit des auteurs pour rétablir la « vérité ». Cette tentation était d'autant plus forte, peut-être, que je prenais conscience de la large réception de ces récits, de la crédibilité dont ils bénéficient en Turquie, de leur influence sur la production d'un discours officiel sur l'histoire, jusque dans les manuels scolaires. Je considérais donc cette dénonciation comme relevant de la responsabilité de l'historien. Mais un double piège s'était refermé sur moi car, d'une part, à la capacité intuitive de distinguer la vérité du mensonge s'oppose la difficulté de le révéler avec netteté, surtout quand il s'agit de demi-mensonges, comme c'est le cas dans les mémoires d'unionistes ; d'autre part, à trop vouloir dénoncer et démonter des récits mensongers, j'oubliais de les analyser, de les expliquer et de les historiciser.

7. Perrier, Marchand, *La Turquie et le fantôme arménien*.

Définition du sujet et des outils heuristiques

L'intérêt des documents publiés ne devait m'apparaître qu'à la lecture de l'ouvrage de Johann Michel sur les régimes mémoriels de l'esclavage en France⁸. Les concepts que le chercheur définit et utilise, dans le cadre à la fois d'une réflexion philosophique et d'une démarche de science politique – « mémoire publique », « mémoire officielle », « grammaire mémorielle », « entrepreneur mémoriel », « régime mémoriel » – m'ont permis de problématiser mon travail. J'ai compris peu à peu qu'il ne s'agissait pas que de mots, de récits, mais de livres publiés, de feuillets dans des journaux, de maisons d'éditions, d'éditeurs, de traducteurs, de censure, ou au contraire, d'autorisation de publier, de publicité médiatique, de ventes et de profits, autrement dit d'actions et d'acteurs situés dans le temps et l'espace. Dès lors, j'ai associé à l'analyse des discours, une analyse des conditions historiques de leur écriture et de leur publication (changements de majorité politique, rapports de force partisans, contexte international, circulation des idées, etc.) susceptibles d'affecter les récits des anciens unionistes et qui en même temps ont rendu possibles leur diffusion et leur transformation.

Ce travail s'inscrit bien dans les études sur la mémoire, à condition que l'on considère celle-ci comme une construction sociale et politique, qu'on ne s'intéresse pas seulement au contenu ou au résultat de cette construction mais au processus en lui-même et à toutes ses étapes, depuis sa production jusqu'à sa diffusion dans l'ensemble du corps collectif. Autrement dit, l'analyse des mémoires d'unionistes se place *en deçà* de la mémoire. Cette étude ne porte pas sur une mémoire collective, celle des unionistes, mais sur une *mémoire publique* que des auteurs, des éditeurs, des traducteurs, en bref les relais des mémoires d'unionistes ont construite, matérialisée, problématisée, portée sur la scène publique pour qu'elle soit finalement incorporée à la mémoire officielle. La publication de ces mémoires contribue ainsi à la construction d'une mémoire publique en Turquie à partir de représentations proposées par d'anciens hommes politiques et chefs d'État (les unionistes). Ceux-ci, mais aussi ceux qui les traduisent et les publient, contribuent à élaborer une *grammaire* unioniste.

La notion de grammaire évoque l'exercice d'une langue et elle est associée à celle de normes caractérisant diverses manières de parler et d'écrire. Une grammaire mémorielle est donc un ensemble de principes et de règles qui président au discours sur le passé. L'élaboration d'une grammaire mémorielle peut se traduire par exemple par la construction d'un événement fondateur, la fabrication d'un héros mais aussi la mise en avant, dans le discours toujours, de certaines valeurs attachées à la conception de l'héroïsme, de la nation, de l'histoire. En ce sens, les auteurs de ce discours sont pour Johann Michel des « grammairiens de la mémoire » (ici, les unio-

8. Michel, *Devenir descendant d'esclave*.

nistes). Ceux qui cherchent à traduire ou à faire traduire ces grammaires en mémoire officielle sont désignés par lui comme des « entrepreneurs mémoriels » (leurs éditeurs).

Une grammaire mémorielle peut être consacrée à un moment donné (au moment d'une commémoration, de funérailles officielles, d'un discours officiel, etc.). Un changement de majorité politique ou des évolutions autres, au niveau international par exemple, peuvent rendre audibles idéologiquement un certain nombre de revendications mémorielles portées par des entrepreneurs de mémoire. La consécration d'une grammaire en particulier tend alors à effacer d'autres grammaires. Cela ne signifie pas que celles-ci disparaissent, elles peuvent être toujours mobilisées par des acteurs qui se situent en dehors de l'État, d'autres entrepreneurs mémoriels. Mais elles ne sont plus dominantes, elles ne font plus partie de la mémoire officielle. Si elles en font encore partie, c'est qu'on a là une superposition de deux régimes mémoriels. Ainsi, les variations et les ruptures dans les grammaires mémorielles délimiteront l'existence de plusieurs « régimes mémoriels ».

Calquant ma démarche sur celle de François Hartog, lorsqu'il définit « ce qu'est et ce que n'est pas le régime d'historicité⁹ », je dirais que le régime mémoriel, pas plus que le régime d'historicité, n'est une réalité donnée. Ni les mémorialistes écrivant leurs mémoires ni leurs éditeurs dans leurs préfaces ne mentionnent le régime mémoriel dans lequel ils se situent – ce qui ne signifie pas qu'ils n'ont pas conscience du fait que leurs discours s'accordent ou non avec un discours officiel sur le passé. La définition que Johann Michel propose du régime mémoriel apporte la clarté et la concision de la formule : « des configurations impersonnelles et stabilisées de sens qui prédominent dans une société *à une époque donnée* et qui structurent les politiques publiques de la mémoire¹⁰ ». Ou, pour reprendre encore les termes du philosophe, « lorsque de nouvelles grammaires parviennent à s'institutionnaliser et à se stabiliser comme politique publique, elles acquièrent précisément le statut de régime mémoriel¹¹ ». En bref, on parlera de régime mémoriel quand il s'avérera qu'une certaine mémoire exprimée et revendiquée publiquement par un groupe s'est, finalement, sous l'action de celui-ci, traduite en mémoire officielle.

Forte de cet outil heuristique, j'ai pu délimiter et définir le sujet de cette étude qui n'est pas le génocide des Arméniens, ni les unionistes ou le comité Union et Progrès, ni non plus seulement leur discours mais l'élaboration, l'évolution, la réappropriation et la diffusion de ce discours comme mémoire publique en Turquie à travers l'écriture et la publication des mémoires d'unionistes, de 1919 à nos jours. Ces livres de mémoires constituent un objet me permettant d'appréhender l'histoire de la Turquie

9. Hartog, *Régimes d'historicité*, p. 15-16.

10. Michel, *Devenir descendant d'esclave*, p. 10.

11. *Ibid.*, p. 12.

depuis la fin de la Première Guerre mondiale, de l'examiner sous l'angle du discours mémoriel.

En cela, cette étude se place dans la continuité des travaux d'Étienne Copeaux sur les manuels scolaires d'histoire turcs. Les mémoires d'unionistes se trouvent au début d'une chaîne dont les manuels scolaires sont le dernier maillon. Les différentes grammaires mémorielles élaborées par les unionistes sont en effet amenées à influencer des tendances historiographiques et à imprégner la mémoire officielle. La similarité entre le discours des mémoires et celui des manuels analysés par Étienne Copeaux est frappante du point de vue de leur visée pédagogique d'abord, les unionistes s'adressant à la « jeunesse » turque des générations futures. Un autre point commun entre les mémoires et les manuels est qu'ils ne traversent pas les frontières. Il s'agit, dans les deux cas, de discours destinés exclusivement aux Turcs. Sauf deux exceptions, sur lesquelles je reviendrai, les mémoires d'unionistes ne sont publiés qu'en turc, par des maisons d'édition turques. Ce qu'écrit Étienne Copeaux à propos des manuels est tout à fait valable pour les mémoires d'unionistes :

« C'est un discours élargi, mais fermé, à usage interne, très rarement traduit, et qui, pour cette raison, n'a pas à se soucier de l'image qu'il donne à l'extérieur. [...] La lecture n'est pas accompagnée d'un sentiment de suspicion, mais au contraire accueillie avec un a priori de véracité¹². »

Il est vrai que les manuels scolaires d'histoire constituent des instruments de l'État, tandis que les mémoires d'unionistes sont *a priori* l'œuvre d'acteurs non étatiques (anciens hommes d'État) mais qui peuvent avoir gardé un lien, une proximité avec le pouvoir. Les liens entre les mémoires d'unionistes et le pouvoir ne sont pas directement visibles, toutefois ils existent bien, ne serait-ce que par la censure, ou plutôt la non-censure. En particulier, les premières publications de mémoires d'unionistes, des années 1930-1940, ne peuvent avoir vu le jour qu'avec l'accord et donc le soutien du parti au pouvoir, et sous sa surveillance. Cette censure n'a pourtant pas empêché que les récits des anciens responsables unionistes soient tout de même divergents du discours officiel kémaliste sur l'histoire proche. Autrement dit, le discours mémoriel unioniste, s'il peut s'opposer en certains points à la grammaire officielle du moment (kémaliste, inönüiste, ou islamiste), converge aussi nécessairement avec celle-ci. Sinon, les mémoires d'anciens unionistes ne pourraient pas être publiés. L'analyse de discours de ces mémoires nous permettra avant tout de dater différentes grammaires, de les historiciser, d'où le choix d'un plan chronologique.

Ce que je me propose de faire, c'est de mettre en évidence non seulement les discours que chacune de ces grammaires autorise, mais aussi les

12. Copeaux, *Espaces et temps de la nation turque*, p. 21.

principes et les règles qu'elle présuppose, et surtout la raison pour laquelle la grammaire unioniste continue d'être mobilisée, de pouvoir être mobilisée pendant tout ce siècle, se superposant aux différentes grammaires officielles qui se succèdent, afin d'identifier à terme le point de convergence ultime entre toutes ces grammaires, entre tous ces régimes.

Corpus et auteurs

Le nombre de mémoires recensés, avec pour critères de sélection le fait que l'auteur soit connu comme « unioniste » et que le récit s'apparente au genre autobiographique, s'élève à plus d'une centaine. Pour des raisons de temps et d'espace, il n'était pas possible de tous les étudier. Finalement le corpus répond aux critères suivants : le récit porte au moins sur la période unioniste (1908-1918) – dans le cas où il déborde ces dates, seule la partie traitant cette période est analysée ; les auteurs sont des personnalités de premier plan du comité Union et Progrès, et non « n'importe quel unioniste » (après 1908, le terme peut désigner des centaines de personnes se déclarant membres du comité Union et Progrès). Ce choix a été dicté par la volonté d'étudier les discours des responsables unionistes sur une période au cours de laquelle ils détenaient le pouvoir, autrement dit sur leur propre histoire, leur œuvre politique, leurs décisions et leurs actions. Cela permet de placer la question de la responsabilité et de ses degrés au centre de l'étude¹³. Dans cette logique, mon corpus se divise en deux groupes, un groupe « central » et un groupe « périphérique ».

Le groupe central est constitué des mémoires de Talât Pacha et des quatre hommes qui gravitent dans sa sphère la plus immédiate : Cemal Pacha et Enver Pacha, Mithat Şükrü (Bleda), Halil (Menteşe) et le Dr. Reşid. Les mémoires de quatre écrivains qui ont tous été à un moment ou à un autre membre du CUP et également proches de Talât Pacha – Halide Edip (Adıvar), Hüseyin Kâzım (Kadri), le Dr. Rıza Nur et Hüseyin Cahit Yalçın – constituent le groupe périphérique. Au vu de leur diversité, le choix des mémoires et des auteurs étudiés peut paraître arbitraire mais il se justifie, premièrement, par le fait que le corpus comprend les textes des protagonistes les plus célèbres de l'époque. Cette célébrité est peut-être même leur seul point commun. Non pas qu'elle ait été pensée comme un

13. Cela explique pourquoi je n'ai pas utilisé des mémoires, par ailleurs très importants, comme ceux de Resneli Niyazi, mort en 1913, soit au moment où les unionistes allaient s'emparer du pouvoir, ou encore ceux de Mustafa Kemal (non seulement le fameux *Nutuk* de 1927 qui porte sur la Première Guerre mondiale et la guerre de résistance nationale, mais ses anecdotes autobiographiques publiées dans la presse en 1922 et 1926, qui portent sur la période jeune-turque). Ce dernier occupait un rôle politique très marginal pendant la période unioniste, si bien que je n'aurais pas pu analyser ses écrits en termes de responsabilité.

critère de sélection, c'est plutôt que ces écrits se sont imposés à cette étude à cause de la célébrité de leurs auteurs. Ils font partie des personnalités les plus connues de la période unioniste, les plus lues. Personne en Turquie n'ignore leurs noms, même si un flou subsiste sur leurs rôles respectifs et leurs responsabilités.

Deuxièmement, les dates de première publication des mémoires sélectionnés couvrent différentes périodes, de 1919 à 1991, permettant ainsi de répondre à la question de la succession ou de l'existence de plusieurs régimes mémoriels au cours du xx^e siècle. Si l'étude à proprement parler s'arrête aux années 1990, il était toutefois impossible d'ignorer les vingt dernières années (les années 2000-2020), au cours desquelles les références à la période unioniste se sont multipliées dans les discours et déclarations publiques en Turquie. Il m'a semblé nécessaire de les mentionner quand cela contribuait à montrer comment le pouvoir actuel se place dans la continuité d'un processus enclenché dès la fin des années 1980, voire enraciné dans les années 1970. Toutefois, la surabondance de publications de mémoires d'unionistes dans les années 2000 et 2010, dans une période marquée par l'hégémonie du Parti de la Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP), mériterait un travail supplémentaire et différent.

Parmi les mémoires que j'analyse, certains ont d'abord été publiés sous forme de feuillets. Cette pratique est observée très tôt, dès la publication des premiers mémoires d'unionistes dans les années 1908-1913 dans des quotidiens ottomans, comme le souligne Doğan Gürpınar¹⁴. Dès 1908, la presse revêt une importance centrale aux yeux des unionistes, « quasi métaphysique » selon Erdal Kaynar, à cause de ses potentialités révolutionnaires¹⁵. Si, comme le précise Kaynar, cette conception de la presse comme acte politique précède les unionistes, c'est avec ceux-ci néanmoins que le genre des mémoires émerge en tant que tel, même si, paradoxalement, il disparaît pendant toute la période où ils se trouvent eux-mêmes au pouvoir (1913-1918¹⁶). Les mémoires d'unionistes ont leur raison d'être avant ou après cette période, et cela explique en partie le recours à la presse comme lieu de publication. Celui-ci présentait probablement des avantages pratiques, étant plus rapide et moins coûteux, et permettait de toucher un lectorat plus large que le livre. Par ailleurs, en publiant sous forme de feuilleton, les auteurs (ou ceux qui les publient) devançaient la censure, hamidienne avant 1913, kémaliste dans les années 1920-1930. Quand bien même cette censure intervenait, une partie au moins de l'œuvre avait déjà été publiée. À cet égard, il est intéressant que près de cent ans plus tard, le journaliste Murat Bardakçı emploie la même stratégie pour publier le « carnet noir » de Talât Pacha. Cet historien amateur, qui est aussi un jour-

14. Gürpınar, « The Politics of Memoirs », p. 538-539.

15. Kaynar, « The Almighty Power of the Written Word », p. 152.

16. Gürpınar, « The Politics of Memoirs », p. 538-539.

naliste et un polémiste maîtrisant parfaitement les logiques médiatiques et publicitaires, divulgue page par page ce carnet manuscrit retrouvé dans la doublure d'une malle reçue en héritage par la petite-fille de la veuve de l'ancien chef unioniste. Il fait durer le suspense, annonçant chaque semaine un plus gros scoop pour la suivante. Quand, quelques semaines plus tard, le feuilleton est brutalement interrompu, des extraits importants ont déjà été divulgués. Le « carnet noir » de Talât ne sera publié sous forme de livre qu'à la fin de l'année 2008, dans un contexte plus favorable – encore que le livre a semble-t-il été interdit et retiré des rayons de librairie, immédiatement après sa publication, pour être réédité un mois plus tard (Istanbul, Everest, 2009¹⁷).

Ces publications en deux temps – dans la presse puis comme livre – impliquent des modifications de forme et de fond qu'il serait pertinent d'analyser. Ainsi, quand les mémoires de Hüseyin Cahit Yalçın sur la révolution de juillet 1908 et ses lendemains, d'abord parus dans les revues *Fikir Hareketleri*, *Yedigün*, *Halkçı* et *Yeni Ulus*, sont ensuite publiés sous forme de livre (sous le titre *Siyasal Anılar*, Istanbul, Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları, 2000), le texte original est considérablement retouché, réorganisé, « défiguré » selon Dorothee Guillemare¹⁸. Sur le fond, les mémoires de Yalçın partagent des similarités importantes avec ceux écrits à la même époque, ceux de Menteşe et de Bleda par exemple, en particulier l'ambition de réhabiliter le Comité Union et Progrès dans la mémoire publique tout en inscrivant son œuvre dans la révolution kémaliste, comme le note Dorothee Guillemare. Ce qu'elle ne mentionne pas, et qui est pourtant central, c'est que Yalçın, comme tous les autres unionistes écrivant après la Première Guerre mondiale, s'emploie systématiquement, avec acharnement, d'une part à accuser les Arméniens et les Roums pour leurs actes subversifs et terroristes, leur ingratitude et leur avidité, enfin leur « trahison », d'autre part à défendre les hommes qui avaient inspiré et orchestré les migrations forcées et les massacres des populations non-musulmanes, comme Ziya Gökalp et Bahaeddin Şakir¹⁹. Yalçın sait que ces positions seront admises par les kémalistes, et ses mémoires montrent qu'il existe au moins un point de continuité entre la grammaire unioniste et la grammaire kémaliste : l'argumentaire construit autour de la question des communautés non-musulmanes de l'empire et le sort qui leur a été réservé au cours du premier conflit mondial.

Si je n'ai pas intégré ces mémoires à mon corpus, c'est qu'à la différence de ceux que j'ai étudiés et qui constituent dans leur ensemble des mémoires politiques se voulant dénués de toute subjectivité individuelle, il s'agit de souvenirs personnels, souvent anecdotiques, qui pourraient être

17. Tasalp, « Les documents de Talât Pacha, et leur publication par Murat Bardakçı ».

18. Guillemare, « Hüseyin Cahid Yalçın ».

19. Yalçın, « 10 Yilin Hikâyesi », 1908-1918. *Yedigün* n° 155 et n° 156, respectivement datés du 26 février 1936 et du 4 mars 1936. Je remercie Emmanuel Szurek de m'avoir fait prendre connaissance et donné accès à ces documents.

classés dans ce que l'historien Dogan Gürpınar désigne comme « les vies et les temps curieux des unionistes ». Yalçın est un écrivain, et ses mémoires, bien que qualifiés de « politiques » (*siyasal*), restent romancés. Par ailleurs, ils se distinguent aussi des autres mémoires d'unionistes par l'insertion de nombreux extraits d'articles écrits à l'époque des faits, souvent par l'auteur lui-même et publiés dans le *Tanin*, mais aussi par d'autres, qu'il commente avec le recul des décennies. En cela les mémoires de Yalçın constituent presque un phénomène à part entière.

L'impossibilité, pour la plupart des mémoires, d'accéder aux manuscrits originaux a posé une autre limite importante à ce travail. En effet, l'accès à ces documents semble réservé à certains historiens ou journalistes turcs triés sur le volet, en fonction de rapports de parenté ou d'amitié avec les familles détentrices et gardiennes des archives privées de leurs ancêtres unionistes. La méfiance de ces descendants explique d'ailleurs qu'ils se soient parfois eux-mêmes attelés à la tâche de transcrire et traduire les textes de l'ottoman au turc moderne, plutôt que de les confier à des historiens ottomanistes. Est-ce la conséquence de cette traduction non-experte ? Le fait est qu'on est en présence, dans les mémoires d'unionistes, d'une langue hybride qui, d'un auteur à l'autre, d'une édition à l'autre, présente différents degrés de variation entre l'ottoman employé par les élites politiques musulmanes *fin de siècle* et le turc « moderne » actuel.

Plus que linguistique, la difficulté a surtout été méthodologique : il a fallu étudier ces textes sans pouvoir répondre à la question de la fiabilité philologique. L'évolution sensible du vocabulaire politique en Turquie entre le début et la fin du xx^e siècle, sous l'effet de la chute de l'Empire ottoman, de la fondation de la République (1923), du développement d'une idéologie nationaliste, de la réforme de l'alphabet (1928) et plus généralement de la langue turque²⁰, ne peut manquer de susciter une certaine suspicion à l'égard de ces traductions, d'autant qu'elles sont multiples, et qu'on dispose rarement de la version « alpha ». Le doute constant sur la fiabilité philologique du transcripteur ou sur la justesse de la traduction constitue un obstacle pour tout historien qui souhaiterait se servir de ces écrits comme sources pour composer l'histoire de la période relatée dans ces mémoires. Il ne s'agit pas d'ignorer cette question. Au-delà des mémoires d'unionistes, la connaissance parfaite de l'ottoman est érigée comme un passe-droit par certains historiens turcs face à des historiens considérés comme critiques ou dissidents, notamment sur la question arménienne. La moindre erreur de lecture de l'ottoman de la part de ces derniers est utilisée par les premiers pour discréditer le propos de l'historien, voire l'historien lui-même. Dès lors les publications abondantes de mémoires d'unionistes, d'une part, et

20. La réforme du 1^{er} novembre 1928 mise en œuvre par par Mustafa Kemal Atatürk, remplace l'alphabet arabe, en usage sous l'Empire ottoman, pour transcrire le turc, par un alphabet spécifique dérivé de l'alphabet latin. Mais au-delà, la « réforme de la langue » turque initiée officiellement autour de 1930, se poursuit pendant plus d'un demi-siècle. Voir : Szurek, *Gouverner par les mots* et Lewis, *The Turkish Language Reform*.

la restriction de l'accès aux manuscrits aux seuls historiens qui seraient capables de les lire, d'autre part, me semblent révélatrices d'un tiraillement entre la volonté de publier ces écrits et celle d'en limiter, d'en filtrer l'accès ou l'interprétation.

C'est peut-être la plus grande difficulté rencontrée dans mon travail : je fais l'analyse d'un discours mais les mots que j'analyse ne sont pas forcément ceux des auteurs – ils sont plutôt ceux de leurs « interprètes » (traducteurs ou simplificateurs). Souvent, cela ne semble pas poser de problème. Mais il y a des moments où certains termes pourront accrocher l'attention du lecteur – par exemple, « événement », « Turcs », « musulmans », « nation » –, l'écart probable entre la version *princeps* et la version que j'ai pu avoir entre les mains semblant problématique. Dans ces cas-là, j'ai fait l'effort d'aller comparer avec les éditions précédentes. Au reste, c'est plus le livre (ou le « discours ») lui-même qui m'intéresse. Je ne considère pas ces écrits comme des sources mais comme des objets d'étude, en tant que phénomène éditorial et en tant que résultats d'une combinaison d'actes d'écriture-publication-traduction eux-mêmes produits par une pluralité d'acteurs. Je rappelle donc que la version sur laquelle je déploie mon analyse du discours est celle de la plus récente édition, aussi me suis-je efforcée (sans toujours réussir peut-être) de considérer la distance existante entre le texte et son auteur (supposé).

Ce n'est qu'à la toute fin de ce travail, après la soutenance de ma thèse et peu de temps avant l'édition de ce livre que j'ai entrepris une comparaison des différentes éditions des mémoires de Cemal et Talât. Cette comparaison avait son sens pour le premier en particulier, dont les mémoires ont été publiés tout au long du siècle, de 1922 à 2022, et dont le manuscrit original en ottoman est accessible. J'ai soumis à l'analyse le premier paragraphe de ses mémoires, l'avant-propos écrit par Cemal lui-même, et j'ai listé tous les mots qui avaient été transcrits ou traduits de façon différente au fil des éditions ultérieures, ainsi que le montre le tableau à la page suivante.

Ce tableau permet tout d'abord de constater l'importance de l'évolution, non seulement lexicale mais aussi syntaxique de la langue turque au cours du xx^e siècle. À partir de la réédition de l'année 2000, plus que d'une transcription il s'agit d'une véritable traduction de l'ottoman vers le turc. Un seul mot, dans la liste, reste inchangé par rapport au manuscrit de 1922 : *tedbir* (mesure). Autrement dit, pour les habitants de la Turquie actuelle, le texte original est en grande partie inaccessible. En ce qui concerne notre propos, l'information la plus flagrante et la plus intéressante de ce tableau est l'apparition de trois grandes phases dans la transcription des mémoires, qui correspondent aux périodes des trois grands régimes politiques (kémaliste, inönüiste et islamiste) de la Turquie du xx^e siècle. Les trois différentes transcriptions de la date (10-23 Kanûnusani, 23 Aralık 1913, 23 Ocak 1913) attestent que chaque nouveau régime instaure une nouvelle lecture du passé, un nouveau régime mémoriel. En même temps, les permanences ou les retours – par exemple avec l'édition de 1996 des mémoires de

Comparaison lexicale des différentes éditions des mémoires de Cemal					
1922	1933	1959	1977	1996	2000
اشتغال	iştigalim	iştigalim	iştigalim	iştigalim	katılmam
كانون تاي ۱۹۱۳-۱۰-۲۳	10-23 Kânunusani 1913	23 Aralık 1913	23 aralık 1913	10-23 Kânunusani 1913	23 Ocak 1913
صربة حكومتيله	darbei hükümetile	hükümet darbesile	hükümet darbesiyle	darbe-i hükümetile	hükümet darbesiyle
کمال تهالکله	kemali tehalükle	tahalükle	tahalükle	kemal-i tehalükle	koşuşup
اجتماع ايتدیگی	içtima ettiği	toplandığı	toplandığı	içtima' ettiği	toplandığı
مقام صدارتي	makamı sadareti	Sedaret makamına	Sadaret makamına	makam-ı sadareti	Sadaret makamına
اشغال ایتmiş	işgal etmiş	geçmiş	geçmiş	iştigal etmiş	geçmiş
اصوات ایدیوردی	avdet ediyordu	dönüyordu	dönüyordu	avdet ediyordu	dönüyordu
تصادف ایدری	tesadüf etdi	rastladı	rastladı	tesadüf etti	rastladı
در عهدیت	deruhte et	deruhte	deruhte	deruhte	üzerine al
تدبیر	tetbir	tedbir	tedbir	tedbir	tedbir
ایتیهازینی	ittihazını	ittihazını	ittihazını	ittihazını	alınmasını
مناسب	münasip	münasip	münasip	münasip	uygun
فوتایتکمکسرن	fevretmekszin	kaybetmekszin	kaybetmekszin	fevt etmekszin	kaybetmekszin
کافه سوی	kâffesini	hepsini	hepsini	kaffesini	hepsini
اهمیتی حاز	ehemmiyeti haiz	ehemmiyeti haiz	ehemmiyeti haiz	ehemmiyeti haiz	önemi
در عهد ایریکمدن	deruhte ettiğimden	deruhte ettiğimden	deruhte ettiğimden	deruhte ettiğimden	üzerime aldığım
اعتباراً	itibaren	itibaren	itibaren	itibaren	andan itibaren
عامل	âmil	âmil	âmil	âmil	etkin
بو تاریخی مبدأ اتجاز	bu tarihi mebde	bu tarihi baslangıç	bu tarihi baslangıç	bu tarihi mebde'	bu tarihi baslangıç
پرپیورم	ittihaz ediyorum	olarak aldım	olarak aldım	ittihaz ediyorum	olarak aldım

Cemal qui reprend la transcription originale de 1922 (cinquième colonne du tableau) – appuient notre hypothèse d’une superposition, plutôt qu’une succession, des trois régimes mémoriels.

Hypothèses de travail

Tout au long du xx^e siècle, on observe différentes vagues de publication des mémoires d’unionistes, avec des pics correspondant à des années précises : 1919-1920, 1933, 1946, 1955, 1967, 1979, 1986, 1991, 1997. La régularité et le caractère quasi « cyclique » de ces moments de publications produisent l’impression d’un *rappel*, ou d’une réactualisation, à chaque décennie. À propos des rééditions successives des mémoires de Talât Pacha, l’historienne Hülya Adak parle d’ailleurs d’une « restauration » ou encore du « renforcement » d’une attitude défensive, chaque nouvelle édition depuis celle de 1921 jusqu’à celle de 2005-2006 venant comme en réponse à l’apparition de débats internationaux et nationaux sur la Première Guerre mondiale et les violences de masse commises au cours de celle-ci²¹.

Au-delà, le phénomène de publication des mémoires d’unionistes au xx^e siècle en Turquie a suivi le mouvement saccadé de l’histoire politique turque, avec une alternance de périodes de publication intense et de périodes de silence. C’est ce même mouvement saccadé, régulier qu’évoque la description par François Hartog d’« ondes mémorielles » survenant à une fréquence d’une par décennie, provenant d’une « vague de fond » qui prend sa source dans les deux guerres mondiales²². Insérées dans ces cycles de violence, et survenant à la même fréquence que les coups d’État en Turquie, ces publications de mémoires d’unionistes couvrent donc les courtes périodes (moins d’une décennie) de rétablissement partiel d’une vie politique civile, de libéralisation relative et de re-politisation des médias, de la presse notamment, et donc de l’opinion publique, entre un coup d’État et le suivant.

Par ailleurs, il est tentant d’établir un rapport entre les grandes vagues de publication de mémoires et les destructions successives d’archives. La tradition de conservation qui conduit à l’existence d’archives est en effet en tension constante, en Turquie, avec une tradition de destruction. Dès la fin de la Première Guerre mondiale, des destructions successives d’archives sont effectuées, même après le départ des unionistes. Le 14 octobre 1918, Ahmet İzzet Pacha qui constitue le premier cabinet ottoman d’après-guerre, ordonne la cessation des opérations de l’Organisation spéciale et la destruction de ses archives²³. En 1922, quand Istanbul passe sous le contrôle du

21. Adak, « Identifying the “Internal Tumors” of World War I ».

22. Hartog, *Régimes d’historicité*, p. 25-26.

23. Akçam, *Un Acte honteux*, p. 211.